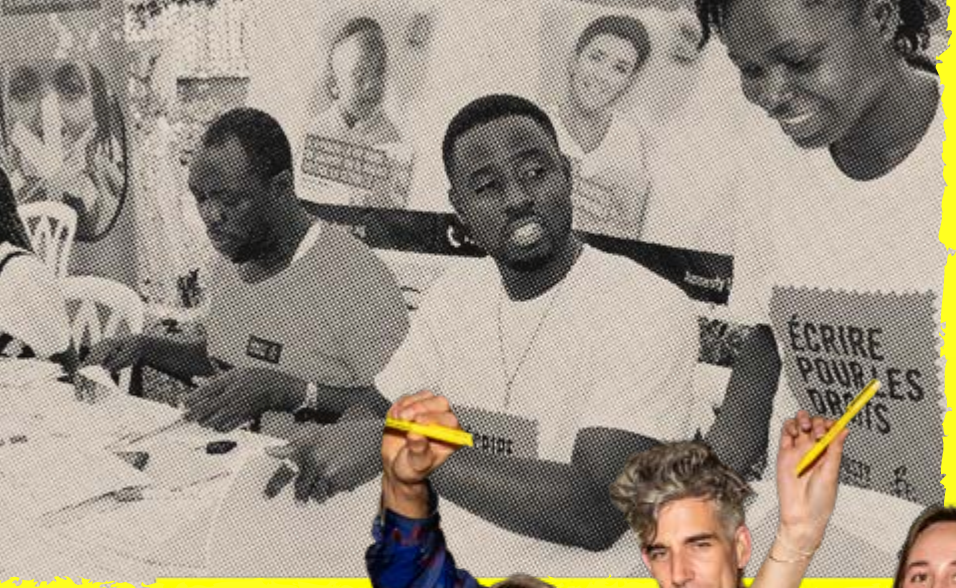


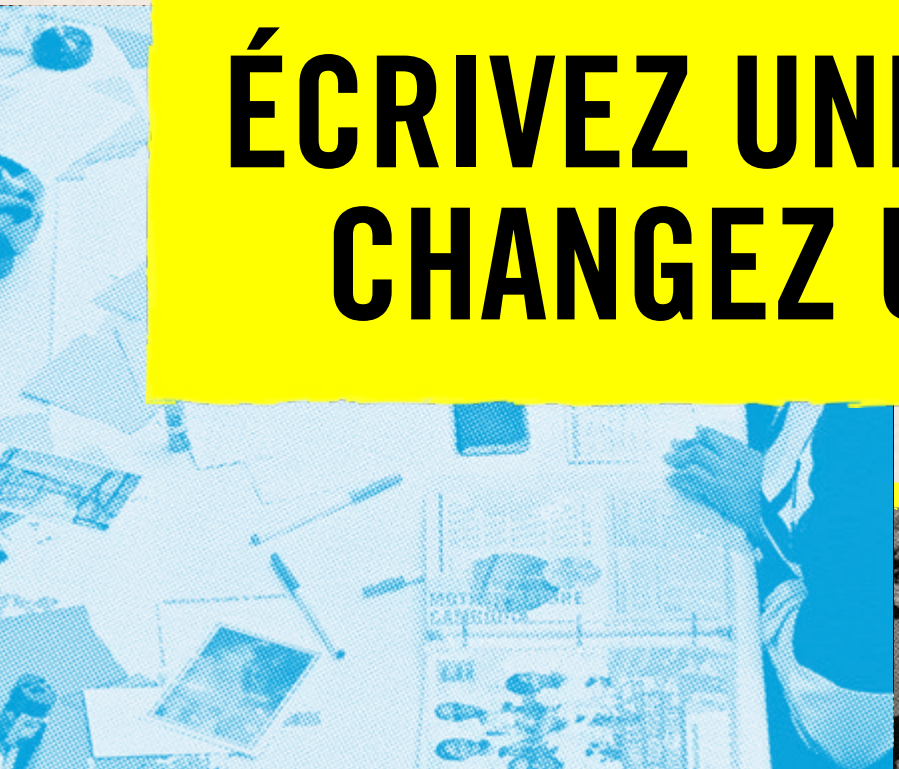


ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



ÉCRIVEZ UNE LETTRE, CHANGEZ UNE VIE





SOMMAIRE

INTRODUCTION

01 *Écrire pour les droits* 2026

AU SUJET D'*ÉCRIRE POUR LES DROITS*

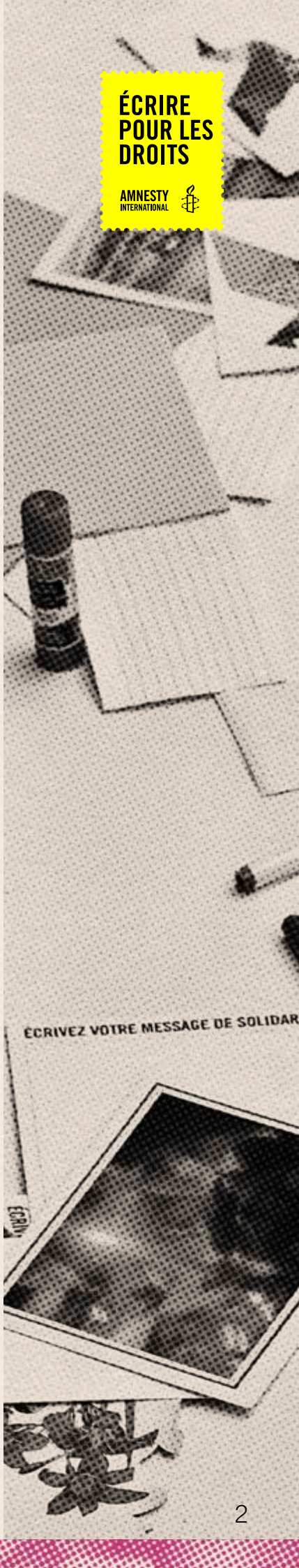
03 *Écrire pour les droits*, qu'est-ce que c'est ?
04 *Écrire pour les droits*, comment ça marche ?
05 Pourquoi devons-nous agir ?
05 À qui écrivons-nous ?
06 Est-ce que ça marche ?
06 Quand est-ce que ça se passe?

GUIDE DE DÉMARRAGE

08 Comment écrire pour les droits ?
10 Pourquoi la solidarité compte ?
12 Modèles de lettres
17 Papier spécial

POUR QUI ÉCRIVONS-NOUS ?

18 Ayachi Hammami
20 Daria Egereva
22 Humphrey Polepole
24 Imaan Mazari-Hazir et Hadi Ali Chattha
26 Marwa Arafa
28 Owen Chow
30 Rokiatou Doumbia
32 Ruth López



ÉCRIVEZ UNE LETTRE CHANGEZ UNE VIE

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL

Vous vous apprêtez à lire le kit de rédaction de lettres d'Amnesty International pour *Écrire pour les droits*. Vous y trouverez tout ce dont vous avez besoin pour participer à l'édition 2026 de cette campagne.

Cette année, *Écrire pour les droits* fête son 25e anniversaire. Depuis 2001, des millions de personnes se rassemblent chaque année autour d'une conviction simple mais puissante : celle que des gens ordinaires, où qu'ils soient dans le monde, peuvent contribuer à changer la vie de quelqu'un. Ensemble, elles ont aidé à obtenir la libération d'individus détenus illégalement, à réunir des familles, à dénoncer des lois abusives, et à rappeler à un nombre incalculable de personnes qu'on ne les avait pas oubliées.

Tandis que nous célébrons cet événement, le message de la campagne *Écrire pour les droits* reste plus pertinent que jamais.

Autour du globe, les pratiques autoritaires sont de plus en plus courantes. Les gouvernements et les autorités réduisent la dissidence au silence, affaiblissent l'état de droit et restreignent les libertés qui permettent aux individus de vivre dignement. Tout cela a des conséquences réelles sur les individus. Des personnes sont emprisonnées pour avoir exprimé leur opinion pacifiquement. D'autres sont prises pour cible en raison de leur identité ou de qui elles aiment, ou sont poursuivies en justice uniquement parce qu'elles étaient au mauvais endroit, au mauvais moment.

Les neuf personnes mises en avant dans la campagne cette année viennent de différents pays et milieux, mais ensemble, leurs histoires révèlent une tendance mondiale préoccupante. Derrière chaque récit, il y a quelqu'un dont les droits et libertés sont bafoués, et dont le courage nous rappelle pourquoi il est important de passer à l'action.

Que vous écriviez une lettre dans le cadre d'un événement, avec des ami·e·s, dans une salle de classe ou seul·e, vos mots comptent. Chaque lettre, chaque signature et chaque message montre à une personne victime d'injustice qu'elle n'est pas seule, tout en mettant la pression sur celles et ceux qui sont au pouvoir afin d'amener un changement.

Vingt-cinq années d'*Écrire pour les droits* illustrent que lorsque les gens agissent ensemble, des vies peuvent changer. C'est maintenant votre tour d'aider à écrire un nouveau chapitre.





ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

« Non seulement cette campagne a sensibilisé le public à l'histoire de Rocky, mais elle l'a fait de sorte à lui rendre hommage en tant que personne, père et grand-père. Je sais que la vague de soutien a été extrêmement précieuse pour Rocky, et savoir qu'autant de personnes se sont senties prêtes à agir est très inspirant. »

Miriam Bankston, membre de l'équipe juridique de Rocky Myers, États-Unis

Rocky Myers, un homme noir présentant une déficience intellectuelle, a passé plus de 30 ans dans le quartier des condamnés à mort en Alabama pour meurtre.
Il a été déclaré coupable sur la base de témoignages entachés d'incohérences et d'allégations de pression policière.
Il a été condamné à mort par un juge qui n'a pas tenu compte de la recommandation plus clémente du jury, pratique pourtant abolie en Alabama en 2017. Cette nouvelle règle n'a été appliquée rétrospectivement ni à Rocky ni à d'autres personnes dans le même cas.

Rocky a été mis en avant dans la campagne *Écrire pour les droits* 2023, ce qui a engendré un immense mouvement mondial réclamant à la gouverneure de l'Alabama de le gracier et de commuer sa peine. Une décision en ce sens a été rendue en février 2025. Le combat de Rocky pour la justice n'est pas terminé, car sa condamnation à mort a été commuée en une peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle, mais il ne vit plus sous la menace d'une exécution.

Images : © DR

ÉCRIRE POUR LES DROITS, QU'EST-CE QUE C'EST ?

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL

Une lettre peut changer la vie de quelqu'un. C'est le principe d'*Écrire pour les droits*, notre campagne mondiale de rédaction de lettres.

Il y a 25 ans en Pologne, un petit groupe de militant·e·s a décidé d'organiser un marathon des lettres pendant 24 heures à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre. L'idée a fait son chemin et *Écrire pour les droits* est devenue la plus grande campagne de défense des droits humains dans le monde.

Chaque année en décembre, nos sympathisant·e·s à travers le globe écrivent des millions de lettres, de cartes et de messages sur les réseaux sociaux, et signent des pétitions pour soutenir des personnes dont les droits les plus fondamentaux sont ou ont été bafoués.

Ces sympathisant·e·s forment une communauté enthousiaste de gens comme vous, qui perpétuent une longue tradition de rédaction de lettres pour réparer les plus grandes injustices dans le monde.



ÉCRIRE POUR LES DROITS, COMMENT ÇA MARCHE ?

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL

1. Dans plus de 200 pays et territoires, des personnes participent à toutes sortes d'événements.

2. Elles écrivent des millions de lettres, de courriels et de messages sur les réseaux sociaux, et signent des pétitions.

3. Elles soutiennent des personnes dont les droits ont été bafoués.

4. Elles font pression sur des gouvernements, des dirigeant·e·s et des décideurs·deuses.

5. Elles expriment leur soutien et leur compassion envers des personnes en danger et leur famille.

6. Elles font bouger les choses en contribuant à la libération de militant·e·s, en obtenant justice pour des personnes dont les droits ont été bafoués et en protégeant celles et ceux qui luttent pour le changement.

POURQUOI DEVONS-NOUS AGIR ?

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL

Depuis 25 ans, *Écrire pour les droits* montre que l'action collective fonctionne. À une époque où les droits humains et les libertés sont de plus en plus restreints aux quatre coins de la planète, chaque lettre, signature et message contribue à un mouvement mondial qui réclame justice, met la pression sur les autorités, et rappelle aux personnes victimes d'injustice qu'on ne les oublie pas.



À QUI ÉCRIVONS-NOUS ?

Chaque année, nous demandons à nos sympathisant·e·s d'écrire deux types de lettres : Une à la personne disposant de l'autorité nécessaire pour aider à faire changer les choses (président·e, procureur·e général·e, ministre). Une autre à la personne ou au groupe pour qui nous nous battons, afin de lui témoigner notre soutien.



EST-CE QUE ÇA MARCHE ?

Oui ! Chaque année, de véritables changements surviennent grâce à vos lettres et vos actions. Des personnes injustement emprisonnées sont libérées, des responsables de violences sont traduits en justice, et des détenu·e·s reçoivent un traitement plus humain.

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL



QUAND EST-CE QUE ÇA SE PASSE ?

La campagne *Écrire pour les droits* est axée sur la Journée des droits de l'homme le 10 décembre. Toutefois, les dates précises peuvent varier selon le pays où vous vivez. Consultez le site web de votre entité locale d'Amnesty pour en savoir plus.





ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

« Vous nous avez écrit au moment où nous en avions le plus besoin. Mon fils était malade, ma mère était malade. Ma mère avait été très affectée par mon emprisonnement, elle était très affaiblie. Cette campagne lui a donné de la force. Elle nous a toutes et tous encouragés. Je ne saurais remercier assez Amnesty. »

Dorgelesse Nguessan, Cameroun

En septembre 2020, des inquiétudes quant à la situation économique du Cameroun ont amené Dorgelesse Nguessan à manifester pour la première fois. Lors de ces événements pacifiques, Dorgelesse a été arrêtée. Inculpée d'« insurrection, attroupement, réunions et manifestations publiques », elle a été condamnée à cinq ans d'emprisonnement. Après que son histoire a été mise en avant dans le cadre de l'édition 2022 d'*Écrire pour les droits*, Dorgelesse a été libérée en janvier 2025 et a pu retrouver sa famille.

Images : © DR

COMMENT ÉCRIRE POUR LES DROITS ?

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL

1 LISEZ LES RÉCITS

Cette année, *Écrire pour les droits* met en avant des personnes diverses, jeunes ou âgées, qui ont vu leurs libertés bafouées. Elles sont originaires de huit pays différents et vous trouverez huit fiches de présentation résumant leur parcours à la fin de ce kit. Nous vous invitons à les lire.



2 IMPRIMEZ NOTRE PAPIER À LETTRES SPÉCIAL

Nous avons créé un papier à lettres spécialement pour ***Écrire pour les droits***, que vous pouvez télécharger, imprimer et utiliser pour rédiger vos lettres.

Cependant, notez que ce papier ne doit pas être utilisé pour écrire à **Imaan Mazari-Hazir et Hadi Ali Chattha, Daria Eguereva** ou **Owen Chow**. Au Pakistan, en Russie et à Hong Kong, les références à Amnesty International ou à son image peuvent empêcher les lettres de parvenir à leur(s) destinataire(s). Dans ces cas, merci d'utiliser votre propre papier pour écrire votre lettre, afin de maximiser les chances qu'elle soit bien remise.

3 ÉCRIVEZ VOS LETTRES

Au dos de chaque fiche de présentation se trouvent deux adresses.

L'une est celle d'un·e membre du gouvernement ou des autorités : c'est l'adresse cible. Il s'agit de la personne que nous voulons pousser à intervenir en faveur des individus ou groupes mis en avant (pour simplifier les choses, ces adresses figurent sur les exemples de lettres aux cibles, voir le point 4 pour plus d'information).

L'autre est celle de la personne que nous voulons aider ou de l'un·e de ses proches. C'est l'occasion de lui écrire un message personnel d'amitié ou de soutien. N'hésitez pas à dessiner et à faire appel à votre créativité.

COMMENT *ÉCRIRE POUR LES DROITS ?*

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL

4 UTILISEZ LES MODÈLES DE LETTRES ADRESSÉES AUX CIBLES SI BESOIN

Ce kit contient huit modèles de lettres aux destinataires cibles. Vous pouvez les recopier à la main (ce qui est très bien !) ou les remanier en ajoutant vos propres mots (encore mieux !).

Vous pouvez en écrire autant que vous voulez.

5 PUBLIEZ UNE PHOTO EN LIGNE ET TAGUEZ-NOUS

Une fois votre lettre écrite, prenez-la en photo (ou une partie seulement) et publiez-la sur les réseaux sociaux, en utilisant le hashtag #W4R26. Identifiez aussi @amnesty sur X et Instagram pour que nous puissions trouver votre publication.

6 ENVOYEZ VOTRE LETTRE PAR LA POSTE !

Vous avez écrit à un·e représentant·e gouvernemental·e ou à quelqu'un qui a vraiment besoin de votre soutien dès maintenant. Pensez bien à mettre cette lettre dans une enveloppe timbrée et à l'envoyer. Vos mots changeront une vie. **Merci !**



POURQUOI LA SOLIDARITÉ COMPTE ?

Vous pourriez penser qu'écrire à quelqu'un que vous ne connaissez pas ne fera aucune différence, ou que cette personne n'a pas envie de recevoir un message de votre part. Mais lorsque vous êtes enfermé·e, que vous craignez pour votre vie, ou que vous cherchez désespérément à obtenir justice pour un·e de vos proches, savoir que quelqu'un croit en vous peut avoir une grande importance.Peut-être que ces personnes ont peur ou se sentent seules, et vos mots leur apporteront réconfort et espoir.

« C'était très enrichissant et ça nous a donné bien plus de force pour continuer, car nous avons reçu beaucoup de lettres et beaucoup de personnes nous répétaient "N'abandonnez pas, les filles, n'abandonnez pas. Même si l'État viole vos droits, il doit assumer la responsabilité de ses actions." On a reçu beaucoup d'accolades, de lettres et de cadeaux. C'était vraiment réconfortant de savoir que nous n'étions pas seules, que nous pouvions toujours compter sur d'autres, grâce à Amnesty International et d'autres organisations qui nous ont appuyées dans ce combat, et qui ont lutté à nos côtés. »

Dannya Bravo, membre des Guerreras por la Amazonía

Dans l'édition 2025 d'*Écrire pour les droits*, Dannya Bravo et les autres membres des Guerreras por la Amazonía ont constaté le pouvoir de la solidarité mondiale dans leur lutte pour la justice climatique. Les Guerreras sont un groupe de jeunes filles et femmes originaire de la partie nord de l'Amazonie, en Équateur. Elles militent pour mettre fin aux torchères de gaz qui nuisent à leurs communautés, malgré une décision de justice rendue en 2021 qui ordonnait l'élimination de ces torchères. Dans le cadre de la campagne, Dannya s'est rendue en Europe pour évoquer les expériences des Guerreras auprès de décideurs·deuses, de sympathisant·e·s d'Amnesty International et d'autres jeunes militant·e·s, aidant ainsi à mobiliser un soutien international en faveur de leur combat. En avril 2026, Amnesty International a rejoint des membres des Guerreras pour remettre les signatures des sympathisant·e·s du monde entier au ministère équatorien de l'Environnement et de l'Énergie. À la suite de cette action, le ministère a annoncé la création de groupes de travail techniques réunissant des institutions gouvernementales et les populations concernées. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une mise en œuvre totale de la décision de justice, c'est un premier pas important vers la reddition de comptes et le changement, qui n'aurait pas été possible sans la pression et la solidarité des sympathisant·e·s aux quatre coins de la planète.

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL



Images : © DR

MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL

Voici huit modèles de lettre aux destinataires cibles. Nous vous invitons à les recopier à la main ou, encore mieux, à les remanier en ajoutant vos propres mots. Vous pouvez utiliser notre papier à lettres spécial ***Écrire pour les droits*** ou votre propre papier. Veuillez noter qu'en ce qui concerne **Imaan Mazari-Hazir et Hadi Ali Chattha, Daria Egereva** ainsi qu'**Owen Chow,** nous vous invitons à utiliser votre propre papier plutôt que celui de la campagne. Vous pouvez en envoyer autant que vous voulez. Si vous êtes déjà passé·e à l'action en ligne, nous vous conseillons plutôt d'écrire une lettre de solidarité. Si vous souhaitez seulement rédiger une lettre de solidarité, c'est parfait aussi !



MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL



AYACHI HAMMAMI

Tunisie

Président de la République tunisienne
Palais présidentiel de Carthage
Route de la Goulette
Tunis
TUNISIE

Monsieur le Président,

Ayachi Hammami est un éminent avocat spécialiste des droits humains qui a consacré sa vie à la défense de la justice, de l'état de droit et des droits humains. Le 2 décembre 2025, il a été arrêté pour commencer à purger une peine injuste de cinq ans d'emprisonnement infligée à l'issue d'un procès inéquitable pour des accusations motivées par des considérations politiques dans l'affaire dite du « complot contre la sûreté de l'État ».

Il a été condamné uniquement pour avoir exercé pacifiquement ses droits humains et mené ses activités professionnelles en tant qu'avocat et n'aurait jamais dû être arrêté.

Je vous prie instamment de libérer immédiatement et sans condition Ayachi Hammami, d'annuler la déclaration de culpabilité et la condamnation injustes prononcées contre lui, et de mettre fin à l'utilisation abusive qui est faite du système judiciaire pour réduire au silence les avocat·e·s, les défenseur·e·s des droits humains et les autres personnes qui critiquent pacifiquement le gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération.



DARIA EGUEREVA

Russie

Head of the Investigative Committee of the Russian Federation
Investigative Committee
of the Russian Federation
2 Tehnicheskiy Pereulok
105005 Moscow
FÉDÉRATION DE RUSSIE

Monsieur le président du Comité d'enquête de la Fédération de Russie,

Daria Eguereva, défenseure des droits des personnes autochtones et militante pour le climat, œuvre pacifiquement à la protection des droits des peuples autochtones, de leurs cultures, de leurs langues et de l'usage de leurs terres ancestrales. Le 17 décembre 2025, elle a été arrêtée et inculpée de « participation aux activités d'une organisation terroriste », uniquement en raison de son travail en faveur des droits humains. Elle risque à présent une peine pouvant aller jusqu'à 20 ans de réclusion.

Je vous prie instamment de libérer Daria Eguereva immédiatement et sans condition, d'abandonner toutes les charges retenues contre elle et de mettre fin à la répression contre les défenseur·e·s des droits des peuples autochtones et les autres militant·e·s pacifiques en Russie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Comité d'enquête, l'expression de ma considération.

MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL



HUMPHREY POLEPOLE
Tanzanie

President of Tanzania
Office of the President
PO Box 1102
1 Julius Nyerere Road
Chamwino
40400 Dodoma
TANZANIE

Madame la Présidente,

Humphrey Polepole, ancien diplomate et ardent détracteur du régime, est victime d'une disparition forcée depuis le 6 octobre 2025. Il a été enlevé à son domicile à Dar es Salaam par des agents des services de sécurité de l'État non identifiés. Sa famille a découvert la porte d'entrée fracturée et du sang sur les lieux. On ignore toujours ce qu'il est advenu de lui et où il se trouve. Humphrey semble avoir été pris pour cible parce qu'il a critiqué pacifiquement les autorités.

Je vous prie instamment de révéler où se trouve Humphrey Polepole et ce qu'il est advenu de lui et, s'il est détenu, de le faire libérer immédiatement, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction pénale dûment reconnue par la loi. Sa disparition forcée constitue un crime au regard du droit international et une grave violation des droits humains.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération.



IMAAN MAZARI-HAZIR ET HADI ALI CHATTHA
Pakistan

Prime Minister of Pakistan
Prime Minister's Office
Constitution Avenue
Sector G-5/2
Islamabad 44010
PAKISTAN

Monsieur le Premier ministre,

Imaan Mazari-Hazir et Hadi Ali Chattha sont des avocats spécialistes des droits humains qui ont consacré leur carrière à représenter des personnes victimes de l'oppression étatique au Pakistan. En janvier 2026, ils ont été condamnés à de longues peines d'emprisonnement en raison de publications sur les réseaux sociaux, dans lesquelles ils exprimaient leur solidarité avec des militant·e·s baloutches et pachtounes, et critiquaient l'armée pakistanaise. Leurs condamnations illustrent la façon dont le système judiciaire est détourné afin de réduire au silence les personnes, y compris les avocat·e·s spécialistes des droits humains, qui critiquent les autorités de façon pacifique.

Je vous prie instamment de libérer Imaan Mazari et Hadi Ali Chattha immédiatement et sans condition, d'annuler leurs condamnations, et de veiller à ce que toutes les charges encore retenues contre eux soient abandonnées.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma considération.

MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL



MARWA ARAFA
Égypte

President of Egypt
Office of the President
Al-Ittihadiya Palace
Al Nadi, El-Montaza, Heliopolis
Cairo Governorate 4460210
ÉGYPTE

Monsieur le Président,

Marwa Arafa est une militante des droits humains, traductrice et mère de famille détenue arbitrairement depuis plus de six ans en raison de son militantisme pacifique en soutien à des enfants détenus et leurs familles. En avril 2020, elle a été soumise à une disparition forcée pendant deux semaines avant d'être inculpée d'infractions sans fondement liées au terrorisme. Elle risque maintenant de subir un procès inéquitable pour des charges passibles de la réclusion à perpétuité. Elle ne devrait pas être détenue pour avoir exercé pacifiquement ses droits humains.

Je vous prie instamment de veiller à ce que Marwa Arafa soit libérée immédiatement et sans condition, et à ce que toutes les charges pesant sur elle soient abandonnées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération.



OWEN CHOW
Hong Kong

Chief Executive's Office
Tamar
HONG KONG

Monsieur le Chef de l'exécutif,

Owen Chow est un ancien élève infirmier qui a été condamné pour « complot en vue de commettre un acte de subversion » au titre de la Loi sur la sécurité nationale, parce qu'il avait participé aux « primaires » non officielles organisées en vue des élections prévues à Hong Kong en 2020. Il a été arrêté en 2021 et, en 2024, il a été condamné à plus de 12 ans de réclusion. Les poursuites et la condamnation dont il a fait l'objet s'inscrivent dans un mouvement de répression plus large des droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et de participation politique à Hong Kong. Je vous prie instamment de libérer Owen Chow immédiatement et sans condition et de mettre fin à l'utilisation de la Loi sur la sécurité nationale pour ériger en infraction l'exercice pacifique des droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de l'exécutif, l'expression de ma considération.

MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE POUR LES DROITS
AMNESTY INTERNATIONAL



ROKIATOU DOUMBIA

Mali

Ministre de la Justice et des Droits de l'homme
Ministère de la Justice
et des Droits de l'homme
Cité administrative
Bâtiment 12, 3e étage
BP 97
Bamako
MALI

Monsieur le Ministre de la Justice,

Rokiatou Doumbia est propriétaire d'un commerce, militante et influenceuse active sur les réseaux sociaux. Elle se dévoue depuis longtemps au soutien des femmes et des familles de son entourage. En mars 2023, après avoir critiqué l'augmentation du coût de la vie et les autorités militaires maliennes lors d'un direct sur TikTok, elle a été arrêtée et inculpée. En août 2026, Rokiatou a été condamnée à 10 ans d'emprisonnement, dont trois avec sursis, pour « atteinte au crédit de l'État » et « association de malfaiteur ». Elle ne devrait pas être détenue simplement pour avoir exprimé ses opinions.

Je vous prie instamment de veiller à la libération immédiate et sans condition de Rokiatou.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération.



RUTH LÓPEZ

Salvador

Attorney General of the Republic of El Salvador
Attorney General's Office of
the Republic of El Salvador
Avenida El Boquerón y Calle Izalco
Urbanización Santa Elena
Distrito de Antiguo Cuscatlán
Municipio de La Libertad Este
La Libertad
SALVADOR

Monsieur le Procureur général,

Ruth est une avocate et une défenseure des droits humains qui a passé des années à dénoncer haut et fort la corruption et les atteintes aux droits humains au Salvador. Arrêtée à son domicile en mai 2025, elle se trouve toujours en détention provisoire à ce jour. Amnesty International considère Ruth comme une prisonnière d'opinion, détenue uniquement pour avoir exercé pacifiquement ses droits fondamentaux. Sa détention suscite de graves inquiétudes quant au recours croissant à l'appareil judiciaire pour réduire au silence les voix critiques au Salvador.

Je vous prie instamment de libérer Ruth López immédiatement et sans condition et d'abandonner toutes les charges retenues contre elle.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur général, l'expression de ma considération.

ÉCRIRE POUR LES DROITS

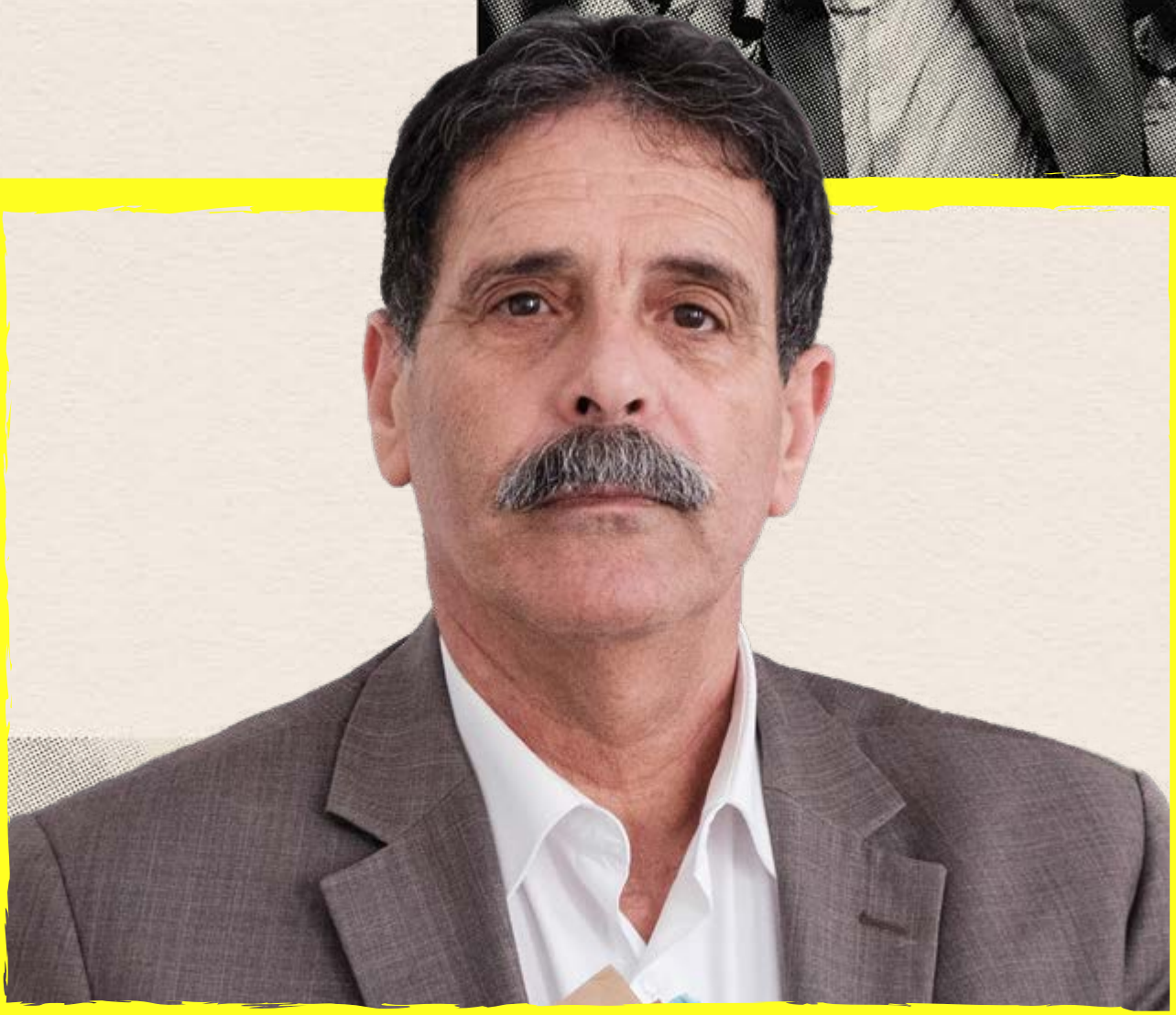
AMNESTY INTERNATIONAL

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

AYACHI HAMMAMI

TUNISIE



PRIS POUR CIBLE POUR AVOIR DIT LA VÉRITÉ FACE AU POUVOIR

Index : MDE 30/1048/2026
Portrait : © DR
Photos en arrière-plan (à partir du haut à gauche) : © Nawaat.org, © DR, © Nawaat.org, © DR

AYACHI HAMMAMI

TUNISIE





Ayachi Hammami est un avocat tunisien spécialiste des droits humains, marié, père de famille et grand-père, qui a passé des dizaines d'années à défendre des personnes victimes d'injustice et à s'exprimer en faveur des droits fondamentaux et de l'indépendance de la justice. Ses ami·e·s le décrivent comme une personne « jeune d'esprit » qui aime l'astronomie, la musique classique et les longues promenades avec son chien, Arya.

Depuis que le président Kaïs Saïed s'est emparé du pouvoir en 2021, Ayachi critique ouvertement la répression croissante et les pratiques autoritaires qui ont cours en Tunisie et défend des avocat·e·s, des juges, des journalistes et des personnalités de l'opposition pris pour cible en raison de leur dissidence pacifique. Après avoir représenté des personnes dans la tristement célèbre affaire dite « du complot », un procès collectif visant des personnalités de l'opposition accusées d'avoir fomenté un complot contre la sûreté de l'État, il a lui-même été accusé d'infractions liées au terrorisme dans la même affaire.

En avril 2025, à l'issue d'un simulacre de procès qui n'a duré que quelques minutes, il a été condamné à huit ans d'emprisonnement. Sa peine a été ramenée à cinq ans en appel en novembre 2025. Il a été incarcéré dans les jours suivants et a observé une grève de la faim de 45 jours pour protester contre sa détention arbitraire.

L'emprisonnement d'Ayachi montre que les autorités tunisiennes détournent de plus en plus le système judiciaire pour punir les détracteurs·trices du gouvernement, tenter d'intimider les avocat·e·s et réduire au silence les personnes qui dénoncent les abus de pouvoir. Mais même en détention, Ayachi continue de susciter l'admiration par son courage et son intégrité.

Libérez immédiatement et sans condition Ayachi Hammami, détenu uniquement en raison de son militantisme pacifique en faveur des droits humains et de son travail en tant qu'avocat.

ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT DE LA TUNISIE

Réclamez la libération immédiate et sans condition d'Ayachi Hammami, car il est détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement ses droits fondamentaux et avoir mené ses activités professionnelles en tant qu'avocat de la défense et défenseur des droits humains.

ADRESSE : Président de la République tunisienne
Présidence de la République tunisienne
Palais présidentiel de Carthage
Route de la Goulette
Tunis
TUNISIE

Il est également possible d'envoyer des lettres et des cartes postales aux ambassades et consulats dans votre pays.

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Président,

X : @TnPresidency
FACEBOOK : www.facebook.com/Presidence.tn
HASHTAGS : #FreeAyachiHammami, #Tunisia, #W4R26

MONTREZ À AYACHI HAMMAMI VOTRE SOLIDARITÉ GRÂCE À L'ART ET À DES MESSAGES D'ESPOIR

Envoyez à Ayachi des messages de soutien ou dessinez-le en train de défendre la justice, de passer du temps avec ses proches ou de faire des choses qu'il aime – comme promener son chien ou regarder les étoiles. Vous pouvez aussi lui recommander des livres en français ou en arabe à lire en prison, sur des sujets tels que l'histoire, la philosophie, la science ou des récits de vie passionnants.

ADRESSE : Ayachi Hammami
29 rue du 2 mars 1934
2013 Ben Arous
TUNISIE
FACEBOOK : www.facebook.com/ayachi.hammami1
INSTAGRAM : free_ayachi
SITE : freeayachi.net



Index : MDE 30/1048/2026
Photos : © DR

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

DARIA EGUEREVA

RUSSIE



ARRÊTÉE POUR AVOIR PROTÉGÉ SON PEUPLE

Index : EUR 46/1050/2026
Portrait : © DR
Photos en arrière-plan (toutes) : © DR

DARIA EGUEREVA

RUSSIE



Daria Eguereva a passé sa vie à défendre son peuple, sa culture et l'environnement. Née en Sibérie, elle appartient au peuple autochtone Selkoupes (qui ne compte qu'environ 3 500 personnes). Enseignante de formation, elle est désormais une défenseure des droits des peuples autochtones et une militante pour la justice climatique reconnue. Ses proches la décrivent comme une personne chaleureuse, sociable et profondément bienveillante. Elle adore lire et faire de longues promenades dans la nature. Elle parle souvent de son enfance dans la taïga, entourée d'immenses forêts de conifères où elle cueillait des baies avec sa famille, développant ainsi un lien durable avec la nature.

Aujourd'hui, Daria risque jusqu'à 20 ans d'emprisonnement pour ses activités pacifiques en faveur des droits humains. Bien que son travail soit axé sur la protection des terres, des langues et des cultures autochtones, en décembre 2025, Daria a été arrêtée et accusée d'avoir des liens avec un réseau de lutte pour la défense des droits des peuples autochtones qualifié de « terroriste » par les autorités russes.

Ce que vit Daria reflète une tendance plus large qui consiste à accuser des militant·e·s d'« extrêmisme » et de « terrorisme », ce qui aide les puissants à réduire au silence les voix indépendantes et à dissuader le reste de la population de s'exprimer. Pourtant, Daria refuse d'abandonner ses valeurs. Même sous la pression et les menaces, elle a continué de défendre son peuple et les droits de celui-ci avec courage et détermination.

Libérez Daria Eguereva immédiatement et sans condition et mettez fin à la répression visant les militant·e·s autochtones qui exercent leurs droits en Russie.

ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ENQUÊTE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Demandez la libération immédiate et sans condition de Daria Eguereva, ainsi que la fin de la répression contre les militant·e·s autochtones en Russie.

ADRESSE :
Head of the Investigative Committee
of the Russian Federation
Investigative Committee of
the Russian Federation
2 Tehnicheskiy Pereulok
105005 Moscow
FÉDÉRATION DE RUSSIE

FORMULE D'APPEL :
Monsieur le président du Comité d'enquête de la Fédération de Russie,

RÉSEAUX SOCIAUX :
Aidez-nous à diffuser ce message en taguant les ambassades et les consulats russes de votre pays sur les réseaux sociaux.

HASHTAGS :
#FreeDariaEgereva,
#ProtectIndigenousRights, #W4R26

ENVOYEZ DES MESSAGES D'ESPOIR ET DE SOLIDARITÉ À DARIA

Veuillez écrire en russe et ne pas mentionner Amnesty International, sinon votre message risque de ne pas lui parvenir.

Suggestion de message :
Дорогая Дарья, мы узнали вашу историю и очень вдохновились вашей работой. Леса, реки и вся наша природа должны быть защищены.
С приветом и солидарностью

Chère Daria, votre histoire nous est parvenue et nous avons un profond respect pour votre travail. Les forêts, les rivières et la nature en général doivent être protégées.
Salutations solidaires,

ADRESSE :
Egereva Daria Anatolyevna, 1977
FKU SIZO-6
92 Shosseynaya Street
109383 Moscow
FÉDÉRATION DE RUSSIE
(Il est essentiel d'indiquer le nom complet et l'année de naissance de Daria.)

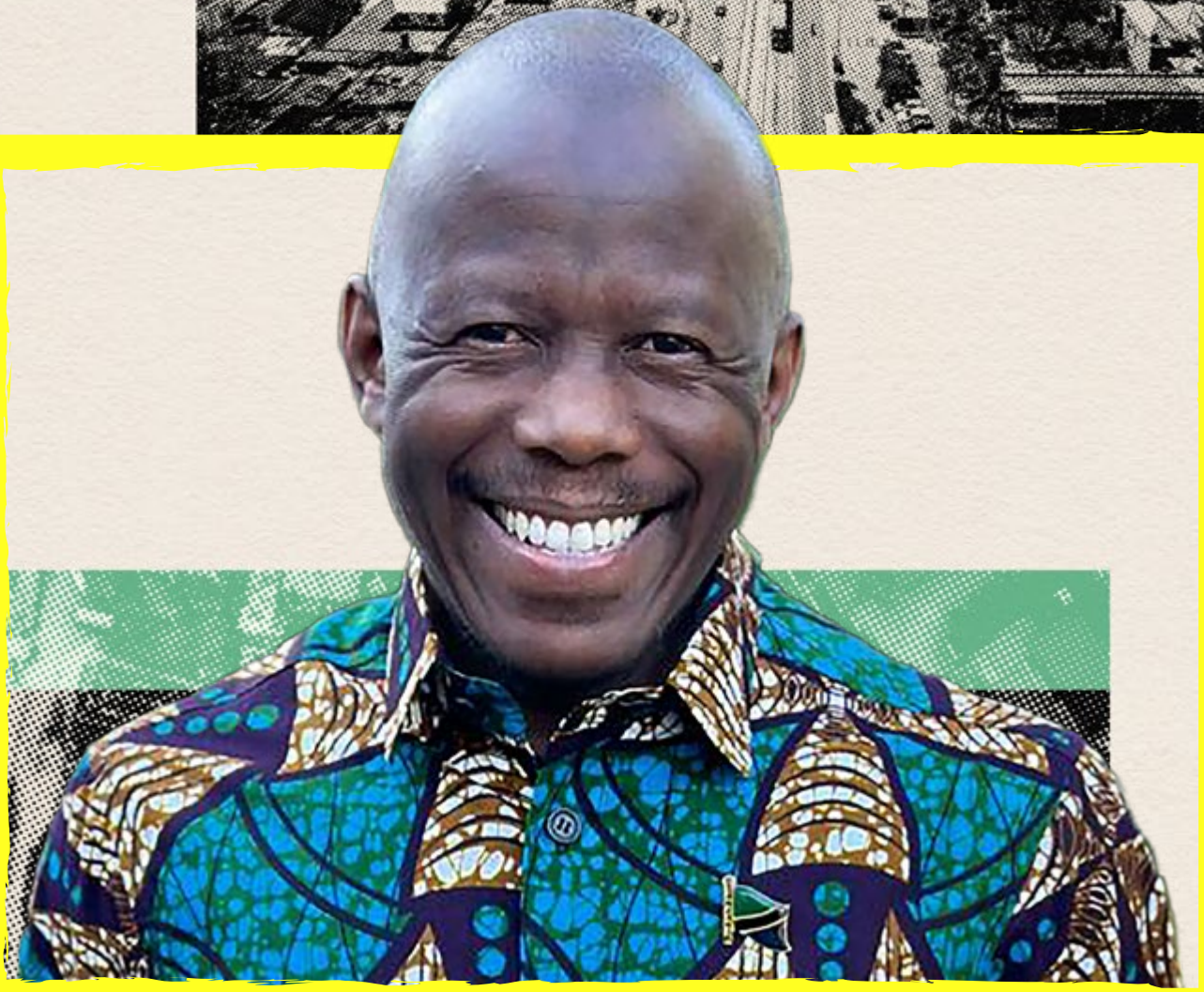
Index : EUR 46/1050/2026
Image : © Olga Kostrova

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

HUMPHREY POLEPOLE

TANZANIE

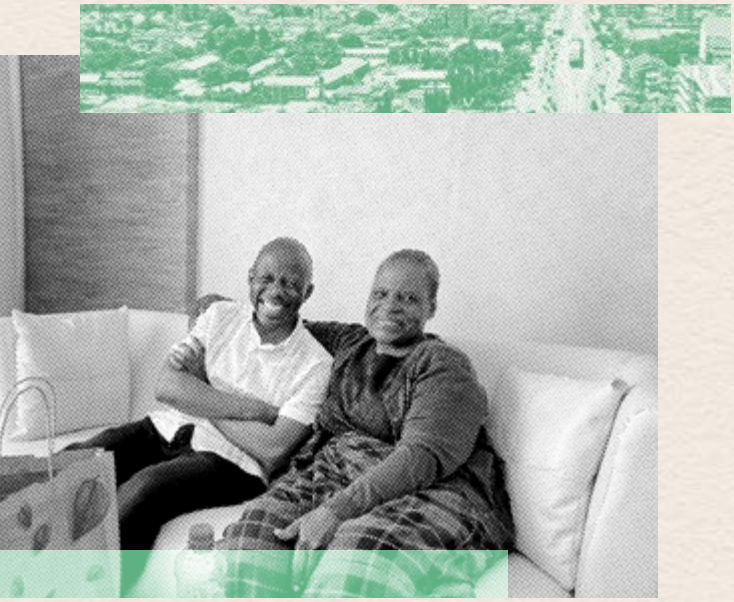


UN ANCIEN DIPLOMATE ET DÉTRACTEUR DU RÉGIME VICTIME D'UNE DISPARITION FORCÉE

Index : AFR 56/1062/2026
Portrait : © DR
Photos en arrière-plan (à partir du haut à gauche) : © Pexels/Rob Zohrab, © Pexels/Droneafrica, © Pexels/Alex Lewis, © Pexels/Rob Zohrab

HUMPHREY POLEPOLE

TANZANIE



Le 6 octobre 2025, Humphrey Polepole – ancien diplomate et détracteur du régime – a été enlevé à son domicile à Dar es Salaam, en Tanzanie, par des agents des services de sécurité de l'État non identifiés. Sa famille a découvert la porte d'entrée fracturée et une grande quantité de sang sur les lieux.

La famille et les ami·e·s d'Humphrey n'ont pas pu entrer en contact avec lui depuis lors. Sa mère ne cesse de faire les cent pas chez elle en pleurant et en l'appelant : « Humphrey, où es-tu, où es-tu ? »

Humphrey semble avoir été pris pour cible parce qu'il est un véhément détracteur du régime, qui critique la présidente Samia Suluhu Hassan et le parti au pouvoir pour avoir restreint l'espace civique, réprimé les droits humains et attaqué des personnalités politiques de l'opposition.

Humphrey est un membre actif de la collectivité, attentionné avec son entourage. Sur son temps libre, il vient en aide à des personnes vulnérables, en se rendant régulièrement dans des orphelinats et en organisant des séminaires sur la participation politique à l'intention des jeunes. Il manque énormément à sa famille – notamment à sa mère âgée, dont il prend soin, et à son chien adoré, Fighter. Il devrait être à leurs côtés.

Sa disparition forcée – qui constitue un crime de droit international – illustre le fait que les autorités tanzaniennes ont recours à des pratiques autoritaires pour punir et réduire au silence les voix dissidentes.

Appelez les autorités tanzaniennes à révéler immédiatement ce qu'il est advenu d'Humphrey Polepole et où il se trouve.

ÉCRIVEZ À LA PRÉSIDENTE DE LA TANZANIE

Demandez-lui d'ordonner que soient révélés le sort réservé à Humphrey et l'endroit où il se trouve, et, si celui-ci est détenu, de le faire libérer immédiatement.

ADRESSE : President of Tanzania
Office of the President
PO Box 1102
1 Julius Nyerere Road
Chamwino
40400 Dodoma
TANZANIE

FORMULE D'APPEL : Madame la Présidente,

COURRIEL : cs@gov.go.tz
X : @SuluhuSamia
HASHTAGS : #WhereIsHumphreyPolepole, #FreeHumphreyPolepole, #JusticeForPolepole, #W4R26

SOUTENEZ LA FAMILLE D'HUMPHREY POLEPOLE, QUI RÉCLAME DES RÉPONSES

Envoyez à la famille d'Humphrey des messages d'espoir et de soutien. Faites-lui savoir qu'elle n'est pas seule à vouloir qu'Humphrey rentre chez lui sain et sauf. « Mapambano lazima yaendelee mpaka ushindi upatikane », peut se traduire plus ou moins ainsi : « La lutte doit continuer jusqu'à la victoire. » Humphrey affectionne cette célèbre phrase de Che Guevara. Vous pouvez inclure cette citation dans vos messages.

ADRESSE : Humphrey Polepole's family
c/o Amnesty International East Africa Regional Office
197 Lenana Place, Lenana Road
PO box 1527-00606
Nairobi
KENYA

HASHTAGS : #WeStandWithHumphrey, #SolidarityForPolepole, #StandStrongPolepole, #YouAreNotAloneHumphrey, #W4R26

Index : AFR 56/1062/2026
Image : © DR

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

IMAAN MAZARI-HAZIR ET HADI ALI CHATTHA

PAKISTAN



UN COUPLE D'AVOCATS EMPRISONNÉ POUR AVOIR DÉFENDU LES DROITS HUMAINS

Index : ASA 33/10064/2026
Portrait : © DR
Photos d'arrière-plan (à partir d'en haut à gauche) : © Pexels/Khalid Khan, © Getty/Cora Tesheira, © Pexels/Khalid Khan

IMAAN MAZARI-HAZIR ET HADI ALI CHATTHA

PAKISTAN



Imaan Mazari-Hazir (à droite) et Hadi Ali Chattha (à gauche) sont avocats spécialistes des droits humains. Âgés d'une trentaine d'années, ils forment également un couple marié. Ils se sont rencontrés en co-représentant des personnes dans une même affaire. Ils travaillent énormément mais, lorsqu'ils ont du temps libre, ils adorent prendre leurs repas ensemble à l'extérieur et retrouver des ami·e·s.

Imaan et Hadi consacrent leur carrière à représenter des personnes victimes de l'oppression étatique, ce qui n'est pas sans risque au Pakistan. Menacés et harcelés par les autorités, ils ont pourtant poursuivi leur travail avec courage.

Imaan a déclaré : « Je n'ai jamais envisagé de cesser mon travail de plaidoyer en raison de ces menaces. Si vous passez votre temps à surveiller vos arrières, vous perdez votre cause de vue et ce sont vos adversaires qui gagnent. »

Le 24 janvier 2026, Imaan et Hadi ont été condamnés à de longues peines d'emprisonnement en raison de publications sur les réseaux sociaux, dans lesquelles ils exprimaient leur solidarité avec des militant·e·s baloutches et pachtounes et critiquaient l'armée pakistanaise. Leur condamnation illustre la façon dont les autorités pakistanaises se servent du système judiciaire pour réprimer la liberté d'expression, réduire au silence celles et ceux qui les critiquent et sanctionner les avocat·e·s, afin de renforcer leur pouvoir et leur contrôle.

Imaan et Hadi devraient pouvoir mener à bien leur travail indispensable, et faire ce qu'ils aiment. Au lieu de cela, ils sont enfermés et séparés.

Imaan Mazari-Hazir et Hadi Ali Chattha doivent être libérés sans condition, et toutes les charges retenues contre eux doivent être immédiatement abandonnées.

ÉCRIVEZ AU PREMIER MINISTRE DU PAKISTAN

Réclamez la libération immédiate et sans condition d'Imaan Mazari-Hazir et de Hadi Ali Chattha, l'annulation de leur condamnation et l'abandon de toutes les charges qui pèsent encore sur eux, car elles découlent uniquement de leur militantisme en faveur des droits humains.

ADRESSE : Prime Minister of Pakistan
Prime Minister's Office
Constitution Avenue
Sector G-5/2
Islamabad 44010
PAKISTAN

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Premier ministre,

REMARQUE : N'utilisez pas l'image d'Amnesty International dans vos lettres ni sur vos enveloppes.

COURRIEL : info@pmo.gov.pk
X : @ThePMOPAK, @CMShehbaz
HASHTAGS : #ReleaseImaanAndHadi, #W4R26

FAITES SAVOIR À IMAAN ET HADI QUE VOUS ÊTES À LEURS CÔTÉS

Envoyez-leur des messages d'amitié et d'espoir pour les aider à garder le moral. Vous pouvez aussi ajouter des poèmes ou des dessins d'Imaan et Hadi avec les familles de personnes victimes de disparition forcée ou avec des personnes accusées de blasphème – deux causes qui leur tiennent à cœur.

ADRESSE : Imaan Mazari-Hazir and Hadi Ali Chattha
c/o Amnesty International South Asia
23/2 Horton Place
Colombo 7, 00700
SRI LANKA

X : @ImaanZHazir, @AdvHadiali
FACEBOOK : www.facebook.com/hadi.dushkara, www.facebook.com/imaan.mazari
HASHTAGS : #ReleaseImaanAndHadi, #W4R26

Index : ASA 33/10642/2026
Image : © DR

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

MARWA ARAFA

ÉGYPTE



PRISE POUR CIBLE POUR AVOIR SOUTENU DES FAMILLES DE PERSONNES DÉTENUES

Index : MDE 12/1066/2026

Portrait : © DR
Photos en arrière-plan (à partir du haut à gauche) : © Pexels/Marius Mann, © Pexels/Photobymau, © Pexels/Marius Mann, © Pexels/Harun

MARWA ARAFA

ÉGYPTE



Marwa Arafa est une militante égyptienne des droits humains de 33 ans, traductrice et mère de famille, détenue arbitrairement depuis plus de six ans uniquement en raison de son militantisme pacifique. Marwa s'est consacrée au soutien de familles de personnes détenues pour des motifs politiques, ainsi que d'enfants eux-mêmes détenus. Malheureusement, sa propre fille grandit sans elle depuis que Marwa a été arrêtée sous ses yeux, alors qu'elle n'était âgée que de deux ans. Celle-ci, qui a aujourd'hui huit ans, continue à souffrir profondément de la séparation.

Marwa est punie pour avoir fait preuve de solidarité envers des personnes détenues, dénoncé des atteintes aux droits humains infligées à des enfants et aidé des familles à financer les visites en prison. En avril 2020, les forces de sécurité égyptiennes ont effectué une descente au domicile d'une amie, où Marwa séjournait, et l'ont soumise à une disparition forcée pendant deux semaines. Elle a ensuite été inculpée d'infractions sans fondement liées au terrorisme. Elle risque maintenant de subir un procès inéquitable pour des charges passibles de la réclusion à perpétuité.

La santé de Marwa s'est fortement dégradée en prison, où elle est privée de soins médicaux adéquats. La situation de Marwa met en lumière le recours abusif aux lois relatives au terrorisme en Égypte pour viser des dissident·e·s pacifiques, des défenseur·e·s des droits humains ou toute personne considérée comme critique à l'égard du pouvoir. Marwa garde espoir et tire sa force de son amour pour sa fille et de sa foi en la justice.

Demandez la libération immédiate et sans condition de Marwa Arafa et l'abandon de toutes les charges retenues contre elle, car elle est détenue uniquement pour avoir exercé ses droits humains.

ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT ÉGYPTIEN

Réclamez la libération immédiate et sans condition de Marwa Arafa, car elle est détenue uniquement pour avoir exercé ses droits humains.

ADRESSE :
President of Egypt
Office of the President
Al-Ittihadiya Palace
Al Nadi, El-Montaza, Heliopolis
Cairo Governorate 4460210
ÉGYPTE

Vous pouvez également adresser vos appels à l'ambassade ou à la mission diplomatique d'Égypte dans votre pays.

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Président,

COURRIEL : p.spokesman@op.gov.eg
X : @AlsisiOfficial
FACEBOOK : www.facebook.com/AlSisiofficial
HASHTAGS : #FreeMarwaArafa, #Egypt, #W4R26

ENVOYEZ À MARWA DES MESSAGES D'ESPOIR ET DE SOLIDARITÉ POUR LUI RAPPELER QU'ELLE N'EST PAS SEULE

Vous pouvez également dessiner Marwa réunie avec sa fille et sa mère après sa libération, célébrant la liberté et la vie de famille dont elle est privée depuis tant d'années.

Veuillez adresser vos lettres/cartes de solidarité à l'antenne d'Amnesty International dans votre pays. S'il n'existe pas d'antenne d'Amnesty International dans votre pays, merci de les envoyer à :

ADRESSE :
Marwa Arafa
c/o Amnesty International Secretariat
1 Easton Street
Londres WC1X 0DW
ROYAUME-UNI

FACEBOOK : www.facebook.com/FreeMarwaArafa
HASHTAGS : #FreeMarwaArafa, #Egypt, #W4R26

Index : MDE 12/1066/2026
Images : © DR

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

OWEN CHOW

HONG KONG



EMPRISONNÉ POUR AVOIR DÉFENDU LA DÉMOCRATIE

Index : ASA 17/1068/2026
Portrait (les deux versions) : © DR
Photos en arrière-plan (toutes) : © Amnesty International (photo : Nicole Millar)

OWEN CHOW

HONG KONG



Décrit par ses ami·e·s comme un esprit aventureux et philosophe, Owen Chow a suivi une formation d'infirmier. Il pratique le bouddhisme tibétain et a toujours voulu avoir un chien.

À l'âge de 15 ans, Owen a participé à sa première manifestation prodémocratie. Il a commencé à s'impliquer dans la vie publique, porté par l'espoir d'aider les personnes défavorisées et de construire une société plus juste. Mais exprimer ses opinions est devenu dangereux à Hong Kong.

En 2020, Pékin a promulgué une loi draconienne sur la sécurité nationale de Hong Kong. En conséquence, l'opposition politique et les médias indépendants de la ville ont été réduits au silence, tandis que des organisations de la société civile ont été fermées.

Malgré les risques et à seulement 23 ans, Owen s'est courageusement présenté lors de « primaires » non officielles visant à sélectionner des candidat·e·s pour les prochaines élections. En réponse, les autorités ont accusé Owen et 46 autres personnes de complot en vue de commettre un acte de subversion.

En 2021, Owen a été arrêté, puis condamné, en 2024, à plus de 12 ans de prison. Il risque de ne pas être libéré avant 2032 et a déjà passé au moins trois ans en détention à l'isolement.

Il existe de nombreuses histoires similaires à celle d'Owen à Hong Kong. Dans une ville où le débat public prospérait, la peur règne désormais. Des personnes qui tenaient autrefois leur liberté d'expression pour acquise ne se sentent plus libres de l'exercer.

Appelez les autorités de Hong Kong à libérer Owen immédiatement et sans condition.

ÉCRIVEZ AU CHEF DE L'EXÉCUTIF DE LA RÉGION ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE HONG KONG

Appelez les autorités de Hong Kong à libérer Owen immédiatement et sans condition.

ADRESSE : Chief Executive's Office
Tamar
HONG KONG

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Chef de l'exécutif,

COURRIEL : ceo@ceo.gov.hk,
enquiry@1835500.gov.hk
FACEBOOK : www.facebook.com/johnleekachiu
INSTAGRAM : 李家超 John KC Lee
HASHTAGS : #FreeOwenChow, #W4R26

MONTREZ À OWEN CHOW QUE VOUS LE SOUTENEZ

Envoyez des messages de soutien créatifs pour montrer à Owen qu'il n'est pas seul. Partagez vos citations philosophiques préférées, un souvenir de voyage, des photos de la nature ou même de votre chien !

ADRESSE : Owen Chow
c/o Amnesty International Secretariat
1 Easton Street
Londres WC1X 0DW
ROYAUME-UNI

Index : ASA 17/10682/2026
Image : © DR

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

ROKIATOU DOUMBIA

MALI



UNE INFLUENCEUSE TIKTOK ET MILITANTE EMPRISONNÉE POUR S'ÊTRE EXPRIMÉE

Index : AFR 37/1070/2026
Portrait : © DR
Photos en arrière-plan (à partir du haut à gauche) : © John Images/Getty, © Getty/Thomas Brissiaud

ROKIATOU DOUMBIA

MALI



Rokiatou Doumbia est propriétaire d'un commerce, militante et influenceuse active sur les réseaux sociaux. Elle est connue pour son courage et son franc-parler. Sur TikTok, elle a créé un espace où ses 175 000 abonné·e·s pouvaient parler ouvertement de leurs difficultés quotidiennes et de la hausse des prix des aliments, ce qui lui a valu le surnom de « Rose Poivron ».

Rokiatou soutient depuis longtemps les femmes et les familles de son entourage : elle a monté une association pour aider les femmes à lancer une petite activité et organisé des distributions de nourriture pour les personnes dans le besoin. Ses ami·e·s et les personnes qui la soutiennent la décrivent comme attentionnée, généreuse et tournée vers la collectivité.

Mais en mars 2023, après avoir critiqué l'augmentation du coût de la vie et les autorités militaires maliennes lors d'un direct sur TikTok, elle a été arrêtée et inculpée d'« incitation à la révolte », de « trouble à l'ordre public », d'« atteinte au crédit de l'État » et d'« association de malfaiteurs ». Bien que deux des chefs d'accusation aient par la suite été abandonnés, Rokiatou a été condamnée en août 2026 à 10 ans de réclusion, dont trois avec sursis, pour « atteinte au crédit de l'État » et « association de malfaiteurs ».

La détention de Rokiatou s'inscrit dans une répression plus générale au Mali, où les autorités ont de plus en plus recours aux arrestations et aux accusations pénales pour étouffer les critiques. Sa situation montre que les femmes qui s'expriment publiquement sont susceptibles de subir la répression, le harcèlement en ligne, la discrimination et le rejet social, autant d'attaques qui visent à leur faire quitter le débat public. Elle illustre également que les espaces numériques au Mali sont de plus en plus des lieux de surveillance et de contrôle.

Appelez les autorités du Mali à libérer Rokiatou Doumbia immédiatement et sans condition.

ÉCRIVEZ AU MINISTRE DE LA JUSTICE DU MALI

Réclamez la libération immédiate et sans condition de Rokiatou.

ADRESSE : Ministre de la Justice et des Droits de l'homme
Ministère de la Justice et des Droits de l'homme
Cité administrative
Bâtiment 12, 3e étage
BP 97
Bamako
MALI

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Ministre,

REMARQUE : Veuillez ne pas utiliser l'image d'Amnesty International dans vos lettres ni sur vos enveloppes.

COURRIEL : mkassogue@justice.gouv.ml
X : @Ministere_Mali, @Ministreka
FACEBOOK : www.facebook.com/JusticeMali.Gouv
HASHTAGS : #FreeRosePoivron, #FreeRokiatou, #W4R26

ENVOYEZ À ROKIATOU DES MESSAGES DE SOUTIEN ET DE SOLIDARITÉ POUR LUI RAPPELER QU'ELLE N'EST PAS SEULE ET QUE SON COURAGE EST UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR DE NOMBREUSES PERSONNES

Vous pouvez aussi ajouter des dessins symbolisant les problèmes qu'elle a dénoncés et le soutien dont elle bénéficie, comme des poivrons ou d'autres aliments, des chemins ou des empreintes de pas, des groupes de femmes, des repas partagés ou des paniers de nourriture, ou encore des cercles représentant la collectivité et l'appui mutuel.

ADRESSE : Rokiatou Doumbia
s/c Bureau régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale
Point E, Rue 34
Immeuble Malaado Plaza, 6e étage
BP 47582 Liberté
Dakar
SÉNÉGAL

TIKTOK : @rokiatoudoumbia1
HASHTAGS : #FreeRosePoivron, #FreeRokiatou, #W4R26

Index : AFR 37/1070/2026
Image : © DR

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL

RUTH LÓPEZ

SALVADOR



DÉFENDRE LA JUSTICE LUI A COÛTÉ SA LIBERTÉ

Index : AMR 29/1072/2026
Portrait : © CRISTOSAL
Photos en arrière-plan (à partir du haut à gauche). : © Pexels/Diego Lopez, © CRISTOSAL, © Pexels/Diego Lopez

RUTH LÓPEZ

SALVADOR



Ruth López est une avocate et défenseure des droits humains réputée pour sa foi profonde en la justice et l'obligation de rendre des comptes. En dehors de l'enseignement et du soutien qu'elle apporte à de jeunes avocat·e·s et militant·e·s, Ruth aime lire et s'occuper des orchidées de son jardin.

Pendant des années, Ruth a dénoncé la corruption et les atteintes aux droits humains au Salvador. Elle a dévoué sa vie à la défense de la justice et à la protection de l'État de droit, même quand il est devenu dangereux de le faire.

Depuis 2022, l'état d'urgence en vigueur au Salvador a donné aux autorités de larges pouvoirs pour réduire les voix critiques au silence, cibler des militant·e·s et affaiblir les droits juridiques fondamentaux. Si bien qu'aujourd'hui, exprimer pacifiquement son opinion ou défendre les droits humains peut coûter à une personne son droit à la liberté.

En mai 2025, Ruth a été arrêtée à son domicile et emprisonnée. Pendant 40 heures, sa famille n'a pas su où elle se trouvait. Un an plus tard, elle est toujours en détention provisoire. Elle est privée du droit à un procès équitable et de contacts réguliers avec sa famille et son avocat.

Ruth est une prisonnière d'opinion, détenue uniquement pour avoir exercé pacifiquement ses droits fondamentaux.

Appelez les autorités du Salvador à libérer Ruth López immédiatement et sans condition et à abandonner toutes les charges retenues contre elle.

ÉCRIVEZ AU PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR

Demandez la libération immédiate et sans condition de Ruth López et l'abandon de toutes les charges retenues contre elle.

ADRESSE : Attorney General of the
Republic of El Salvador
Attorney General's Office of the
Republic of El Salvador
Avenida El Boquerón y Calle Izalco
Urbanización Santa Elena
Distrito de Antiguo Cuscatlán
Municipio de La Libertad Este
La Libertad
SALVADOR

Au Salvador, les courriers sont souvent censurés, veuillez donc aussi adresser vos appels à l'ambassade ou à la mission diplomatique du Salvador dans votre pays.

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Procureur général,

COURRIEL : transparenciainstitucional@fgr.gob.sv
X : @FiscalGeneralSV
FACEBOOK : www.facebook.com/FGR.SV
HASHTAGS : #LibertadParaRuth, #W4R26

MONTREZ À RUTH LÓPEZ QUE VOUS LA SOUTENEZ

Envoyez-lui un message de solidarité, des dessins d'orchidées et des citations de vos livres préférés.

ADRESSE : Ruth López
c/o Amnistía Internacional Américas
Luz Saviñon 519
Col del Valle Nte
Benito Juárez
03103
Ciudad de México
MEXIQUE

COURRIEL : w4r26ruthlopez@gmail.com
X : @Cristosal
INSTAGRAM : Cristosal_ca, Cristosal_org
FACEBOOK : www.facebook.com/cristosalorg
(English content)
www.facebook.com/cristosalca
(Spanish content)

Index : AMR 29/1072/2026
Image : © CRISTOSAL

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de 10 millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun·e peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.



AMNESTY INTERNATIONAL
SECRÉTARIAT INTERNATIONAL
www.amnesty.org/fr
Courriel : contactus@amnesty.org
Téléphone : +44 20 7413 5500
Peter Benenson House
1 Easton Street
Londres WC1X 0DW
Royaume-Uni
Index : ACT 30/1085/2026 FRENCH
Septembre 2026
Photos : © Amnesty International sauf indication contraire

